



Note

État des lieux quant à la régionalisation des emplois de la fonction publique au Québec

Décembre 2025

Recherche et rédaction

Service de la recherche et de la défense des services publics

Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec

Présentation du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec

Le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ) est un syndicat indépendant qui regroupe environ 43 000 membres répartis dans 40 accréditations québécoises. Plus de 32 000 d'entre eux sont issus de la fonction publique québécoise. Les 11 000 autres membres proviennent du secteur parapublic. La mission du SFPQ à l'égard de tous ses membres consiste à défendre leurs conditions de travail et à défendre les intérêts économiques, politiques et sociaux nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de vie. Cette mission s'élargit également à l'ensemble de la société québécoise, puisque le SFPQ soutient un projet de société axé sur la démocratie, le développement durable, le partage, l'équité, la solidarité et le progrès de la société. En cohérence avec ses valeurs, il promeut les services publics comme moyen démocratique de répondre aux besoins de la population.

5 000 emplois régionalisés : Courte critique de la méthodologie gouvernementale

Pour faire suite à la promesse de régionalisation de 5 000 postes de l'administration publique (AP) du présent gouvernement, le Conseil du Trésor publiait en 2024 un document de reddition de comptes à cet effet¹. Cette reddition de compte comporte quelques écueils méthodologiques :

- Critique 1 : Ces chiffres comprennent la régionalisation des emplois d'Hydro-Québec, qui représentent 14,6% des emplois régionalisés. Ainsi, en retirant du lot les emplois d'Hydro-Québec, la cible n'est toujours pas atteinte. Une société d'État n'est pas partie intégrant de l'AP : nul n'aurait inclus la SAQ ou la SQDC dans le lot des ministères et organismes faisant partie de l'AP.

¹ Conseil du trésor (2025) « Reddition de comptes du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2024 ». URL: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/SCT/SSPFPRGI/tableau_plan-regionalisation-Nov2024.pdf

- Critique 2 : Quoique la situation ne soit pas majoritaire, la comptabilisation des postes régionalisés n'est pas toujours méthodologiquement solide. En effet, des postes dits « régionalisés » sont, dématérialisation du travail et des services oblige, parfois occupés par des personnes habitant les villes de Montréal ou Québec;
- Critique 3 : La comptabilisation gouvernementale cesse le 30 septembre 2024. Or, des mesures austéritaires ont été mises en place en novembre de la même année (gel d'embauches, gel de mobilité interministérielle, non-renouvellement des contrats d'occasionnels, mises en disponibilité de permanents et mises à pied d'occasionnels). Ainsi, malgré la création d'emplois en région, les données du SFPQ permettent d'inférer fortement la diminution du nombre d'emplois de l'AP en région depuis au moins un an.

Ainsi, en prenant en compte la première critique, on constate déjà que la cible de régionalisation de 5 000 emplois n'a pas été atteinte. En retirant les 804 emplois de la société d'État, on totalise 4 685 emplois régionalisés, et ceci, avant même de retirer les « fausses régionalisations » (critique 2).

En ce qui a trait à la troisième critique, le tableau ci-bas permet d'observer le recul des effectifs depuis les mesures d'austérité du présent gouvernement. Il est possible d'observer le recul du nombre d'emplois dans l'ensemble des régions du Québec.

Tableau 1 : Données de cotisation en octobre 2024 et octobre 2025 pour les membres du SFPQ, par région administrative

Région administrative	Fonctionnaires			Ouvriers			Fonction publique (total)		
	2024-20	2025-20	% différence	2024-20	2025-20	% différence	2024-20	2025-20	% différence
01 - Bas-Saint-Laurent	707	674	-4,7%	315	281	-10,8%	1022	955	-6,6%
02 - Saguenay--Lac-Saint-Jean	834	742	-11,0%	210	193	-8,1%	1044	935	-10,4%
03 - Capitale-Nationale	8551	7981	-6,7%	325	293	-9,8%	8876	8274	-6,8%
04 - Mauricie	981	919	-6,3%	172	151	-12,2%	1153	1070	-7,2%
05 - Estrie	709	682	-3,8%	187	169	-9,6%	896	851	-5,0%
06 - Montréal	7041	6718	-4,6%	341	296	-13,2%	7382	7014	-5,0%
07 - Outaouais	720	708	-1,7%	106	97	-8,5%	826	805	-2,5%
08 - Abitibi-Témiscamingue	659	611	-7,3%	219	184	-16,0%	878	795	-9,5%
09 - Côte-Nord	338	319	-5,6%	133	113	-15,0%	471	432	-8,3%
10 - Nord-du-Québec	69	70	1,4%	43	37	-14,0%	112	107	-4,5%
11 - Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	575	535	-7,0%	163	142	-12,9%	738	677	-8,3%
12 - Chaudière-Appalaches	769	724	-5,9%	187	177	-5,3%	956	901	-5,8%
13 - Laval	690	670	-2,9%	72	61	-15,3%	762	731	-4,1%
14 - Lanaudière	685	695	1,5%	139	125	-10,1%	824	820	-0,5%
15 - Laurentides	963	905	-6,0%	197	186	-5,6%	1160	1091	-5,9%
16 - Montérégie	2064	1954	-5,3%	290	248	-14,5%	2354	2202	-6,5%
17 - Centre-du-Québec	439	404	-8,0%	95	89	-6,3%	534	493	-7,7%
Total	26794	25311	-5,5%	3194	2842	-11,0%	29988	28153	-6,1%

Note méthodologique 1 : Les données représentent le nombre de personnes ayant cotisé aux périodes de paie 2024-20 (soit en octobre 2024) et 2025-20 (soit au même moment, mais lors de l'année 2025). Sur la base de données préliminaires plus récentes, la tendance à la diminution d'effectifs observée dans le tableau se poursuit en date du 5 décembre 2025.

Note méthodologique 2 : Les données présentées sont les plus à jour qu'il est possible de fournir, et sont limitées aux informations de cotisation dont nous disposons. Elles ne permettent pas de savoir combien de personnes travaillent à temps plein.

Note méthodologique 3 : La plus forte variation « Ouvriers » peut être potentiellement expliquée par la surreprésentation d'occasionnels dans cette accréditation, ainsi que par des variations saisonnières.

Le recul des effectifs représentés par le SFPQ est également plus fort dans certains ministères et organismes. Ci-dessous, on peut observer que certains ministères ayant pour vocation d’offrir des services à la personne (ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale et ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration) ainsi que certains ministères assurant notre sécurité collective (ministère de l’Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et ministère de la Sécurité publique) ont subi des coupes encore plus drastiques que la moyenne de la fonction publique.

Tableau 2 : Données de cotisation pour certains employeurs de la fonction publique (accréditations Fonctionnaires et Ouvriers), entre octobre 2024 et octobre 2025

Employeur	2024-20	2025-20	% diff.
Tribunal administratif du Québec	131	123	-6,1%
Ministère des Transports et de la Mobilité Durable	4846	4496	-7,2%
Centre d'acquisitions gouvernementales	106	98	-7,5%
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	4543	4200	-7,6%
Régie de l'assurance maladie du Québec	828	762	-8,0%
Ministère des Ressources naturelles et des Forêts	1437	1316	-8,4%
Société d'habitation du Québec	70	64	-8,6%
Directeur des poursuites criminelles et pénales	470	427	-9,1%
Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	1217	1102	-9,4%
Ministère de la Sécurité publique	1013	918	-9,4%
Ministère du Tourisme	93	84	-9,7%
Ministère du Conseil exécutif	97	85	-12,4%
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	102	87	-14,7%
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	872	718	-17,7%
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	63	52	-17,5%

Note méthodologique 1 : Comme au dernier tableau, les chiffres présentés ici représentent les données de cotisation. Le remplacement d’un grand nombre d’occasionnels (principalement à temps plein) par des étudiants (principalement à temps partiel) nous permet d’inférer une diminution d’ETC supérieure à la diminution observée dans le tableau.

Accès aux services

La régionalisation d’emplois ne devrait pas avoir pour unique objectif d’ajouter de nouveaux consommateurs dans les régions. Un facteur principal de rétention de la

population dans les régions québécoises est l'accès à des services publics. Ainsi, afin de s'assurer que les droits de l'ensemble des québécois soient garantis équitablement, et afin de favoriser l'attractivité des régions, la régionalisation des emplois devrait être le corolaire de l'amélioration des services publics qui y sont assurés.

Ce n'est malheureusement pas ce que nous observons depuis quelques années : en effet, le virage numérique gouvernemental, doublé de la centralisation infra-ministérielle, contribue à ce que nous appelons la dématérialisation des services, qui frappe les régions de manière disproportionnée. Les « déserts de services publics » ne sont effectivement pas seulement victimes d'une découverte du réseau de la santé, mais également de l'ensemble des services assurés par la fonction publique (aide à l'emploi, aide à l'intégration, suivi suite aux accidents du travail, etc.)

Le SFPQ a ainsi affiné son discours par rapport aux emplois en région : plutôt que de revendiquer une régionalisation des emplois (vulnérable à une comptabilisation créative), nous revendiquons désormais « l'équité des modes d'accès aux services publics ». Ainsi, l'accès aux services en personne, par téléphone et en ligne devrait être assuré de manière équitable de manière à réduire la fracture numérique et à assurer une présence de services en personne dans les régions.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)

Une vague de fermetures des bureaux de services Québec avait déjà eu lieu à l'automne 2021. Ces fermetures ont eu lieu suite à la dématérialisation des activités de publicité des droits liées au registre foncier. Ainsi, le premier tableau ci-dessous fait état des quatre fermetures des bureaux de Services Québec (BSQ) qui offraient exclusivement ce service. Le second tableau fait état des quatorze BSQ qui offraient également des services de renseignements généraux.

Tableau 3 : Bureaux de publicité des droits fermés en 2021

Bureau	Bureau le plus près
Bureau de la publicité des droits de Gaspé (situé à Percé)	N.A. (les usagers doivent utiliser les services électroniques pour la publicité des droits)
Bureau de publicité des droits de Bonaventure (situé à New Carlisle)	
Bureau de publicité des droits de Dorchester (situé à Sainte-Hénédine)	
Bureau de publicité des droits de Richmond (situé à Richmond)	

Tableau 4 : Bureaux Services Québec offrant aussi des renseignements généraux et ayant fermé à l'automne 2021

Bureau actuel	Distance du BSQ le plus proche
Bureau de Services Québec de Saint-Pascal	30 km
Bureau de Services Québec de Bedford	26 km
Bureau de Services Québec de Cap-Santé	6 km
Bureau de Services Québec de L'Assomption	13 km
Bureau de Services Québec de Nicolet	17 km
Bureau de Services Québec de Cookshire-Eaton	10 km
Bureau de Services Québec de Stanstead	35 km
Bureau de Services Québec de Beauceville	20 km
Bureau de Services Québec de Lac-Brome	13 km
Bureau de Services Québec de Sainte-Martine	15 km
Bureau de Services Québec de La Prairie	6 km
Bureau de Services Québec de Beauharnois	15 km
Bureau de Services Québec de Saint-Raphaël	23 km
Bureau de Services Québec de Sainte-Julie	15 km

Depuis, d'autres cas de diminution de services ont été observés. Les BSQ pour lesquels des services d'aide financière et d'aide à l'emploi sont offerts ont diminué le nombre de jours d'ouverture, et un BSQ a tout simplement fermé.

Liste des BSQ offrant des services d'aide financière/aide à l'emploi pour lesquels il y a eu une diminution des jours d'ouverture :

- Saint Jean de Matha : ouvert 2 jours par semaine
- Bécancour : ouvert 3 jours par semaine
- Saint-Thècle : ouvert 3 jours par semaine
- Est de l'Île de Montréal : Fermeture complète

À la diminution des jours d'ouverture, il faut ajouter la diminution des services dans l'ensemble des BSQ. La dématérialisation des services d'aide financière élimine l'accompagnement qui était offert aux prestataires d'aide financière.

Dématérialisation de l'aide financière : UNIR en bref²

Depuis janvier 2025, la phase finale de déploiement du projet UNIR est complétée. Cela signifie que les dossiers ne sont plus régionalisés, mais plutôt distribués via un « bassin de tâches » à l'échelle de la province. Les dossiers numérisés ne sont ainsi plus assignés à une agente, mais divisés en tâches automatiquement assignées aux agents. Cette gestion décloisonnée et dé-territorialisée augmente le nombre d'erreurs, diminue l'accompagnement disponible pour les prestataires et les demandeurs, et allonge les délais pour l'obtention d'un premier chèque.

² Pour plus d'informations : Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (2024) « Mémoire déposé aux fins du projet de loi 71 : Loi visant à améliorer l'accompagnement des personnes et à simplifier le régime d'assistance sociale ». *Commission de l'économie et du travail*, URL : <https://www.sfpq.qc.ca/media/ie4c2bwb/pl71-m%C3%A9moire-sfpq.pdf>

Tribunal administratif du logement (TAL)

En 2024 (le TAL n'a toujours pas répondu aux demandes d'accès à l'information du SPFQ pour l'année en cours), le taux de réponse aux appels au TAL atteignait seulement 8,03%. Cela signifie que plus de 90% des appels n'ont jamais abouti à une personne préposée aux renseignements, laissant la grande majorité des appelants sans réponse à leurs questions.

Dans ce contexte, la diminution de l'accès aux bureaux du TAL est extrêmement problématique. Il est désormais nécessaire de prendre rendez-vous d'avance avant de se présenter dans un bureau. La plupart des bureaux ne permettent pas, en date du 8 décembre 2025, de prendre rendez-vous pour le mois de janvier. Le tableau ci-bas permet de voir à quelle fréquence les bureaux du TAL sont ouverts pour prendre un rendez-vous. La dernière colonne permet également de savoir si le bureau a déjà eu de graves problèmes d'accès pour la prise de rendez-vous. Un grave problème d'accès est défini par l'impossibilité de prendre un rendez-vous dans un délai de moins de 14 jours lors d'une des périodes de recensement, soit le 28 février 2023, 7 mars 2024, le 13 novembre 2024 et le 8 décembre 2025.

Tableau 5 : Accès au tribunal administratif du logement

Ville	Fréquence d'ouverture	Grave problème d'accès (Maximum)
Baie-Comeau	3 jours/semaine	Non
Drummondville	5 jours/semaine	Non
Gaspé	2 à 3 jours/semaine	Oui (19 jours)
Gatineau	5 jours/semaine	Oui (33 jours)
Granby	3 à 4 jours/semaine	Oui (15 jours)
Joliette	5 jours/semaine	Oui (20 jours)
Laval	5 jours/semaine	Oui (27 jours)
Longueuil	5 jours/semaine	Oui (26 jours)

Matane	0 à 1 jour/ mois	Oui (impossible sur un calendrier de 35 jours)
Montréal (Beaubien, Centre-ville et Village olympique)	5 jours/semaine	Oui (29 jours)
Québec	5 jours/semaine	Oui (15 jours)
Rimouski	2 à 3 jours/semaine	Non
Rivière-du -Loup	1 à 2 jours/semaine	Non
Roberval	1 jour/semaine	Oui (17 jours)
Rouyn-Noranda	3 jours/semaine	Non
Saguenay	5 jours/semaine	Non
Saint-Hyacinthe	2 à 3 jours/semaine	Oui (15 jours)
Saint-Jean-sur-Richelieu	4 jours /semaine	Non
Saint-Jérôme	5 jours/semaine	Oui (18 jours)
St-Joseph-de-Beauce	0 à 1 jour/mois	Oui (impossible sur un calendrier de 35 jours)
Salaberry-de-Valleyfield	5 jours/semaine	Oui (14 jours)
Sept-Îles	1 à 2 jours/semaine	Non
Shawinigan	2 jours/semaine	Non
Sherbrooke	5 jours/semaine	Oui (21 jours)
Sorel-Tracy	2 jours/semaine	Non
Thetford-Mines	1 à 2 jours/semaine	Oui (17 jours)
Trois-Rivières	5 jours/semaine	Non
Val-d'Or	2 à 3 jours/semaine	

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail (CNESST)

En automne 2022, alors que les ministères et organismes gouvernementaux commençaient pour la plupart à réinstaurer la possibilité d'obtenir des services en personne, la CNESST décidait de limiter l'accès à la majorité de ses bureaux sur l'ensemble du territoire québécois. Elle divisait alors ses bureaux en « grands bureaux » (Montréal (Desjardins), Québec, Laval, Trois-Rivières, Longueuil, Lévis, Joliette et Saint-Jérôme)³ et en « petits bureaux » (tous les autres).

Tous les bureaux ont pour consigne de rediriger les citoyens vers les services en ligne; les petits bureaux sont même devenus inaccessibles à la population, à moins qu'un agent impose un rendez-vous en personne. Pour les grands bureaux, le rendez-vous est obligatoire.

Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)

Depuis le fiasco SAAQclic, la SAAQ déploie chaque hiver un projet pilote visant à réduire l'achalandage dans les centres de service (CS) en région en les fermant un à deux jours par semaine afin que ceux-ci puissent servir de « centres de débordement » pour les besoins dans d'autres CS. Cette année, la période d'application du projet pilote et le nombre de CS participants augmente encore. Le SFPQ craint que cette tendance finisse par limiter plus substantiellement les services en personne, particulièrement dans les régions.

³ Il semble que Joliette et Lévis aient poursuivi dans la voie des « petits bureaux » en date de décembre 2025.

Tableau 6 : Journées de fermeture pour les CS de la SAAQ, du 20 octobre 2025 au 27 mars 2026⁴

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
Alma*			X		
Baie-Comeau*		X			
Baie-Saint-Paul*		X		X	
La Sarre*	X				
Montmagny*			X		
Rouyn-Noranda*			X		
Shawinigan*	X				
Sorel-Tracy*		X			
Thetford-Mines*		X			
Val-d'Or*			X		
Bonaventure		X		X	
Donnacoona			X		
Gaspé		X		X	
Îles-de-la-Madeleine		X		X	
Lachute		X			
Matane	X				
Mont-Laurier	Après-midi		X		Après-midi
Rimouski			X		
Rivière-du-Loup					X
Roberval		X			
Sept-Îles			X		
Ville-Marie		X			

La diminution de l'accessibilité des services à la SAAQ s'observe également par le nombre de CS dans ce projet pilote (10) pour lesquels la prise de rendez-vous est obligatoire afin de se prévaloir du service. Tout cela sans compter d'autres CS (comme le CS Desormeaux à Longueuil) où la prise de rendez-vous est obligatoire, et où les citoyens se présentant sans rendez-vous sont redirigés ailleurs.

⁴ Société d'assurance automobile du Québec (2025) « Une troisième phase pour le projet pilote de gestion des services en personne en basse saison ». URL : <https://saaq.gouv.qc.ca/salle-presse/actualite/une-troisieme-phase-pour-le-projet-pilote-de-gestion-des-services-en-personne-en-basse-saison>

Il importe enfin de mentionner que, dans le cadre du projet ligne rouge-ligne verte, certains CS ne peuvent traiter que des transactions liées à la ligne rouge (voir l'encadré ci-bas). Ce projet ajoute ainsi une distance entre les citoyens et certains services, désormais assurés par les mandataires de la SAAQ plutôt que par certains CS.

Projet ligne rouge – ligne verte

La **ligne verte** regroupe les transactions simples que le citoyen peut généralement réaliser lui-même à domicile, comme le renouvellement de photo pour le permis ou la RAMQ, ou l'immatriculation d'un véhicule.

La **ligne rouge** concerne les interventions plus complexes pouvant affecter un dossier client, la gestion de la clientèle à risque et la promotion de la sécurité routière.

Centres de gestion des appels de la Sûreté du Québec (CGA, SQ)

Les CGA de la SQ sont les centres de gestion des appels qui traitent les appels répartis par les centrales 911. Ainsi, plusieurs appels faits au 911 peuvent être répartis vers les CGA afin d'appuyer les services d'urgence dans l'ensemble du Québec (par exemple dans le cas des appels logés sur les autoroutes). Les CGA sont également les centres où les appels logés au 310-4141 (ou *4141) se rendent.

Depuis environ 2 ans, les CGA sont si débordés que les appels « basculent » parfois dans un autre centre. Cette situation fait augmenter les risques pour la population ainsi que pour les intervenants, les CGA dans lesquels les appels basculent n'étant pas toujours au fait des réalités territoriales spécifiques.

Autres

Un ensemble d'autres services à la personne ont fait l'objet de diminution dans les différentes régions du Québec dans les dernières années. Plus spécifiquement, le SFPQ regrette que le gouvernement actuel, dont le discours actuel affirme vouloir favoriser l'intégration des personnes immigrantes dans les régions, n'a pas rouvert les bureaux d'accueil du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), qui servaient de tremplin à l'intégration et à l'orientation des nouveaux arrivants vers les services et les ressources nécessaires. Plus récemment, les bureaux régionaux des infractions et des amendes (BRIA) ont fermé leurs comptoirs⁵, limitant l'accès aux services dans les palais de justice.

Équité des modes d'accès

En plus des éléments mentionnés précédemment, il importe de mentionner qu'un ensemble de services offerts par des organismes de la fonction publique (comme l'Indemnisation des Victimes d'Actes Criminels (IVAC) ou Retraite Québec) ne sont pas offerts en personne.

Les services publics, souffrant déjà de dématérialisation, sont ainsi de moins en moins accessibles, particulièrement en région. Il est ainsi possible d'observer que, malgré la régionalisation d'emplois, les services en région ne semblent pas avoir cru.

Le SFPQ ne revendique donc plus spécifiquement la création d'emplois en région : il est maintenant plutôt question d'assurer une équité d'accès aux services sur l'ensemble du territoire, ainsi que d'une équité des modes d'accès (au téléphone, en ligne et sur place) pour l'ensemble des services à la personne offerts par la fonction publique.

⁵ Guindon, M. (9 août) « Fermeture du comptoir pour les infractions et amendes à Amos : quatre employés touchés ». *Radio-Canada*. URL: <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2184391/amendes-infractions-payer-comptoir-bria>